

JOURNAL OFFICIEL

• DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies ...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 10 août 1935**, portant publication et mise en application provisoire du *modus vivendi commercial* entre la France et la Turquie signé à Paris le 6 août 1935. (Arrêté de promulgation du 7 novembre 1935). 554
- Décret du 18 octobre 1935**, relatif au cumul d'une fonction publique et d'un emploi privé (personnel du cadre général des ports et rades aux colonies). (Arrêté de promulgation du 19 novembre 1935). 554
- Décret du 23 octobre 1935**, portant réduction dans diverses colonies de 10% du montant du prix des baux à ferme. (Arrêté de promulgation du 20 novembre 1935). 554
- Décret du 28 octobre 1935**, relatif à l'exécution de la résolution adoptée le 14 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la société des nations. (Arrêté de promulgation du 21 novembre 1935). 555
- Décret du 16 novembre 1935**, relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la société des nations. (Arrêté de promulgation du 21 novembre 1935). 556
- Décret du 16 novembre 1935**, relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la société des nations. (Arrêté de promulgation du 21 novembre 1935). 557
- Distinctions honorifiques** (Légion d'Honneur) 559

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 7 novembre 1935**, portant réglementation des conditions de circulation sur la route Lomé-Atakpamé. 559
- Arrêté du 9 novembre 1935**, portant organisation à Sokodé et à Mango de campements aménagés. 559
- Arrêté du 9 novembre 1935**, fixant le taux de l'indemnité de cherté de vie allouée aux militaires détachés à Naware (Sokodé). 560
- Arrêté du 9 novembre 1935**, fixant les conditions d'installation et d'usage des postes téléphoniques officiels du territoire du Togo. 560
- Arrêté du 9 novembre 1935**, portant modification de l'arrêté du 30 août 1929 sur le timbre taxe. 561
- Arrêté du 9 novembre 1935**, supprimant les dispositions de l'arrêté n° 590 du 21 octobre 1931 en ce qui concerne le prix de transport d'une tonne de cacao entre Atakpamé et Lomé. 561
- Arrêté du 9 novembre 1935**, portant modifications aux tarifs du chemin de fer. 561
- Arrêté du 9 novembre 1935**, modifiant les tarifs du chemin de fer du Togo pour le transport des voyageurs et des marchandises. 562
- Arrêté du 9 novembre 1935**, fixant les taxes à percevoir pour le chemin de fer pour la location des travées dans les magasins des gares. 563
- Arrêté du 9 novembre 1935**, rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1936. 563
- Arrêté du 12 novembre 1935**, rapportant l'arrêté n° 468 du 18 août 1928 portant création d'une caisse de menues dépenses pour les besoins du fonctionnement de l'internat du cours complémentaire de Lomé. 563
- Arrêté du 18 novembre 1935**, approuvant et rendant exécutoires certains rôles afférents à l'exercice 1935. 563
- Décision du 13 novembre 1935**, fixant les modalités d'application de la prime de transport en faveur des produits oléagineux. 565

Décision du 15 novembre 1935 , complétant l'arrêté n° 492 du 7 novembre 1935 portant <i>réglementation des conditions de circulation sur la route Lomé-Atakpamé</i> .	566
Décision du 16 novembre 1935 , portant <i>réglementation des conditions de circulation sur la route intercoloniale au nord de Sokodé et sur la route Sokodé-Mango par Bassari</i> .	566
Modificatif à l'annexe de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 portant <i>classification des logements du chef-lieu</i> .	566
Rectificatif au journal officiel du Togo du 16 novembre 1935 page 545.	566
Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène	566
Allocations et bourses	568
Arachides (vente des)	569
Chef de canton (nomination d'un)	569
Commissions	569
Education physique	569
Observation sanitaire	570
Pièces automobiles de rechange (dévalorisation de)	570
Secours et subventions	570
Sociétés de prévoyance	570
Domaines	571
Avis aux importateurs	572
Avis aux navigateurs	572
Conseil du contentieux administratif du Dahomey et du Togo (audience du 5 novembre 1935)	572
Avis au public (élections à la chambre de commerce)	573

PARTIE NON OFFICIELLE

Bilan de la B. A. O.	574
Avis de perte de titre foncier (2 ^e avis)	575
Moyens d'existence	575
Annonces	575

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Modus vivendi commercial entre la France et la Turquie

ARRETE N° 493 promulguant au Togo le décret du 10 août 1935 portant publication et mise en application provisoire du *modus vivendi commercial entre la France et la Turquie* signé à Paris le 6 août 1935.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 10 août 1935 portant publication et mise en application provisoire du *modus vivendi commercial entre la France et la Turquie* signé à Paris le 6 août 1935;

Vu la circulaire ministérielle n° 1890 du 21 septembre 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 août 1935 portant publication et mise en application provisoire du *modus vivendi commercial entre la France et la Turquie* signé à Paris le 6 août 1935 exception faite des dispositions concernant le règlement des opérations commerciales par l'intermédiaire du compte clearing qui ne sont applicables qu'aux échanges entre la France et la Turquie.

Porto-Novo, le 7 novembre 1935.

DESANTI.

Référence au J. O. R. F. du 13 août 1935 page 8995.

Cumul d'une fonction publique et d'un emploi privé (personnel du cadre général des ports et rades aux colonies)

ARRETE N° 522 promulguant au Togo le décret du 18 octobre 1935 relatif au cumul d'une fonction publique et d'un emploi privé (personnel du cadre général des ports et rades aux colonies).

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 18 octobre 1935 relatif au cumul d'une fonction publique et d'un emploi privé (personnel du cadre général des ports et rades aux colonies);

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 octobre 1935 relatif au cumul d'une fonction publique et d'un emploi privé (personnel du cadre général des ports et rades aux colonies).

Porto-Novo, le 19 novembre 1935.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 18 mai 1930 relatif à la réorganisation du cadre général des ports et rades aux colonies et les textes l'ayant modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 4 avril 1934 portant prohibition du cumul de fonctions, il est interdit aux fonctionnaires du cadre général des ports et rades aux colonies, soit d'exercer une profession industrielle ou commerciale, soit de remplir un emploi privé, soit d'effectuer, à titre privé, un travail moyennant rémunération.

L'interdiction formulée au paragraphe précédent ne s'applique pas à la production des œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques.

Lesdits fonctionnaires peuvent, en outre, moyennant l'agrément du ministre, donner les enseignements de même nature.

ART. 2. — En dehors des cas visés aux paragraphes 2 et 3 de l'article précédent, il ne pourra être dérogé à l'interdiction prévue au paragraphe 1^{er} de cet article qu'exceptionnellement et, pour chaque cas, par une décision du ministre laquelle, prise à titre précaire, sera toujours révocable dans l'intérêt du service.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 octobre 1935.

Albert LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Réduction de 10% du montant des baux à ferme

ARRETE N° 523 promulguant au Togo le décret du 23 octobre 1935 portant réduction, dans diverses colonies de 10 p. 100 du montant du prix des baux à ferme.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 octobre 1935 portant réduction, dans diverses colonies, de 10 p. 100 du montant du prix des baux à ferme;

Vu le radiotélégramme ministériel n° 121 du 25 octobre 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 23 octobre 1935 portant réduction dans diverses colonies, de 10 p. 100 du montant du prix des baux à ferme.

Porto-Novo, le 20 novembre 1935.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 8 août 1935 portant réduction dans la métropole de 10 p. 100 du montant du prix des baux à ferme;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies de l'Afrique occidentale française, de Madagascar, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, dans les établissements français de l'Océanie et dans le territoire du Togo, et à compter du jour de la promulgation du présent décret dans le pays considéré, le prix actuel des baux à ferme, payable soit en argent, soit en nature, sera réduit, à titre exceptionnel et temporaire, de 10 p. 100, s'il n'a pas fait l'objet d'une réduction au moins égale depuis le 1^{er} janvier 1935, par décision de justice ou par suite d'un accord entre les parties.

La réduction du prix du bail qui aurait pu être opérée depuis le 1^{er} janvier 1935 et résultant, soit d'une décision de justice, soit d'un accord passé entre le propriétaire et le fermier se confondra avec la réduction de 10 p. 100 ci-dessus fixée.

ART. 2. — Toute majoration, sous quelque forme que ce soit, du nouveau prix ainsi déterminé, toute exigence du bailleur, de ses agents ou préposés, ou toute convention tendant à imposer au preneur, sous une forme indirecte, un prix de location dépassant le prix licite tel qu'il est fixé par le présent décret, sera frappée de nullité absolue.

En outre, toutes personnes les ayant frauduleusement exigées seront passibles des peines prévues à l'article 419 du code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts que pourront éventuellement réclamer les preneurs.

ART. 3. — Tout propriétaire d'un immeuble rural affecté à la garantie d'une créance hypothécaire ou d'une des créances privilégiées de l'article 2103 du code civil, et productif de fermages qui auront été réduits en application de l'article 1^{er} ci-dessus, bénéficiera, à titre exceptionnel, à compter de la promulgation du présent décret dans le pays considéré, d'une réduction de 10 p. 100 sur le montant des intérêts de sa dette pendant la période d'application du présent décret.

ART. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 23 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Résolution adoptée par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la S. D. N.

ARRETE N° 526 promulguant au Togo le décret du 28 octobre 1935, relatif à l'exécution de la résolution adoptée le 14 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 28 octobre 1935 relatif à l'exécution de la résolution adoptée le 14 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du Pacte de la Société des nations;

Vu la dépêche ministérielle (avion) n° 2079 du 31 octobre 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 octobre 1935 relatif à l'exécution de la résolution adoptée le 14 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations.

Porto-Novo, le 21 novembre 1935.

DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 28 octobre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation un projet de décret, qui a pour objet d'assurer l'application, en France et dans les colonies françaises, de la résolution prise à Genève le 14 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations.

Cette résolution a trait à des mesures d'ordre financier que les Etats membres de la Société des nations sont invités à mettre immédiatement en vigueur. S'agissant de l'exécution du pacte, qui fait partie intégrante du traité de Versailles, le gouvernement se trouve ha-

bilité par la loi du 12 octobre 1919 à prendre les dispositions voulues par voie de décret, dans la mesure où elles ne se trouvent pas déjà prévues par un texte antérieur, ce qui est précisément le cas pour les souscriptions à des emprunts, actions ou autres titres. En vertu de la loi du 31 mai 1916, les émissions faites par des gouvernements, des collectivités ou des sociétés étrangères sont interdites, sauf dérogation expresse accordée par arrêté du ministre des finances.

D'autre part, la résolution du comité de coordination ayant un caractère exclusivement économique, et une portée territoriale limitée, il n'y a pas lieu de formuler d'interdictions de même ordre en ce qui concerne les ressortissants français se trouvant à l'étranger et qui demeureront, en conséquence, soumis aux lois locales. Toutefois, une exception à cette règle paraît nécessaire, dans le cas de pays où les ressortissants français jouissent d'immunités législatives et juridictionnelles il importe qu'ils ne puissent invoquer ces immunités pour se soustraire aux mesures prises en application du pacte, à la fois par la France et par le gouvernement d'un tel pays. Une disposition spéciale de l'article 3 du projet a pour objet d'y mettre obstacle.

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères.*
Pierre LAVAL.

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice,*
Léon BÉRARD.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

Le ministre des finances,
Marcel REGNIER.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

DECRET relatif à l'exécution de la résolution adoptée le 14 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu l'article 16 de la partie 1 (Pacte de la Société des nations) du traité signé à Versailles le 28 juin 1919;

Vu la loi du 12 octobre 1919 autorisant le président de la République à ratifier et à faire exécuter ledit traité;

Vu la résolution adoptée le 14 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du Pacte de la Société des nations;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit à toute personne, quelle que soit sa nationalité, se trouvant en France, dans les colonies françaises ou dans les territoires Africains sous mandat français d'effectuer les opérations suivantes :

1^o — Prêt direct ou indirect au gouvernement italien, à une collectivité publique italienne ou à une personne physique ou morale établie en Italie;

2^o — Souscription à des émissions d'obligations, d'actions ou de tous autres titres faites en Italie ou dans tout autre pays étranger, directement ou indirectement, soit par le gouvernement italien, soit par une collectivité publique italienne, soit par une personne physique ou morale établie en Italie.

3^o — Ouverture de tout crédit, bancaire, commercial ou autre, consenti directement ou indirectement

au gouvernement italien, à des collectivités publiques italiennes ou à des personnes physiques ou morales établies en Italie; cette interdiction vise également l'exécution totale ou partielle, directe ou indirecte, de tous contrats de prêts consentis antérieurement à la publication du présent décret.

ART. 2. — Sont interdits en France, dans les colonies françaises ou dans les territoires africains sous mandat français, au profit de collectivités publiques ou de personnes physiques ou morales établies en Italie, les appels de capitaux qui ne sont visés ni par l'article 1^{er} ci-dessus, ni par la loi du 31 mai 1916 modifiée par l'article 32 de la loi du 31 décembre 1920.

ART. 3. — Les interdictions figurant aux articles 1 et 2 ci-dessus s'appliquent aux personnes morales établies sur le territoire de la France, des colonies françaises ou des territoires africains sous mandat français, de même qu'aux ressortissants français se trouvant dans un pays où ils bénéficient d'une immunité de la juridiction locale et aux personnes morales établies dans un tel pays, à condition que le gouvernement dudit pays ait édicté des interdictions analogues.

ART. 4. — Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux versements effectués pour la libération d'actions ou autres titres souscrits antérieurement à la publication du présent décret, lorsqu'un premier versement a déjà été effectué.

ART. 5. — Les opérations effectuées en violation des interdictions prononcées par le présent décret, sont nulles et de nul effet.

ART. 6. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice,*
Léon BÉRARD.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

Le ministre des finances,
Marcel REGNIER.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Proposition adoptée par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la S. D. N.

ARRETE N° 527 promulguant au Togo le décret du 16 novembre 1935 relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1935 relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du Pacte de la Société des nations;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 16 novembre 1935 relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la société des nations.

Porto-Novo, le 21 novembre 1935.

DESANTI.

DECRET relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de l'agriculture, du ministre des travaux publics, du ministre de la marine marchande, du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu l'article 16 de la partie 1 (Pacte de la Société des nations) du traité signé à Versailles le 28 juin 1919;

Vu la loi du 12 octobre 1919 autorisant le président de la République à ratifier et à faire exécuter ledit traité;

Vu la proposition n° 3 adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations;

Vu la décision prise par le comité de coordination le 2 novembre 1935;

Vu la proposition complémentaire adoptée à Genève le 16 novembre 1935;

Vu l'article 17 du code des douanes;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre exceptionnel et à dater du 18 novembre 1935 est prohibée l'importation en France, dans les colonies françaises et les territoires africains sous mandat français, de tous produits naturels ou fabriqués, originaires ou en provenance d'Italie ou des possessions italiennes, quel que soit le lieu d'expédition de ces produits.

ART. 2. — Les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'Italie ou des possessions italiennes, qui ont été soumis à une transformation dans un autre pays, ou qui ont été manufacturés en partie en Italie ou dans les possessions italiennes et en partie dans un autre pays, seront considérés comme tombant sous le coup de la prohibition, à moins qu'une proportion de 25% ou davantage de la valeur des marchandises, au moment où elles ont quitté le dernier lieu d'expédition, soit attribuable à des transformations effectuées depuis que les produits ont quitté définitivement l'Italie ou les possessions italiennes.

Sont, toutefois, exemptés de la prohibition les produits que l'on justifie avoir été expédiés d'Italie, des possessions italiennes ou d'un pays tiers avant le 18 novembre 1935.

ART. 3. — Sont exemptées de la prohibition les marchandises ci-après :

NUMÉRO DU TARIF	DÉSIGNATION DE LA MARCHANDISE.
Ex. 200	Lingots d'or
Ex. 201	Lingots d'argent
466	Livres
466 bis	
468	Journaux et publications périodiques
471	Cartes géographiques ou marines
472	Musique gravée ou imprimée
Ex. 495 bis	Monnaies d'or et d'argent

Sont également exemptées de la prohibition les marchandises livrées en exécution de contrats pour lesquels le paiement a été entièrement effectué à la date du 19 octobre 1935.

L'importation de ces marchandises sera toutefois subordonnée à la délivrance préalable d'une licence d'importation.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de l'agriculture, le ministre des travaux publics, le ministre de la marine marchande, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 novembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le ministre de l'intérieur
Joseph PAGANON.

*Le ministre du commerce et
de l'industrie,*
Georges BONNET.

Le ministre des finances,
Marcel REGNIER.

Le ministre de l'agriculture,
CATHALA.

Le ministre des travaux publics,
Laurent EYNAC.

Le ministre de la marine marchande,
William BERTRAND.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

ARRÊTE N° 528 promulguant au Togo le décret du 16 novembre 1935 relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1935 relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret

du 16 novembre 1935 relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations.

Porto-Novo, le 21 novembre 1935.

DESANTI

DECRET relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de l'agriculture, du ministre des travaux publics, du ministre de la marine marchande et du ministre des colonies;

Vu l'article 16 de la partie 1 (Pacte de la Société des nations) du traité signé à Versailles le 28 juin 1919;

Vu la loi du 12 octobre 1919 autorisant le président de la République à ratifier et à faire exécuter ledit traité;

Vu la proposition n° 4 adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations;

Vu la proposition complémentaire 4 bis adoptée à Genève le 6 novembre 1935;

Vu le code des douanes et notamment l'article 26 de ce code;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prohibée, à titre provisoire et à dater du 18 novembre 1935, l'exportation de France, des colonies françaises et des territoires africains sous mandat français ainsi que la réexportation, des marchandises ci-après :

NUMÉROS DU TARIF	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
1	Chevaux, juments et poulains
2	Mules et mulets
3	Baudets-étalons
Ex. 15	Anes, ânesses, chameaux et tous autres animaux de transport
204	Minerais de fer
205 bis	Ferro-alliages ou alliages ferro-métalliques
Ex. 223	Etain pur ou allié { Minerais en masses brutes, saumons, barres ou plaques.
Ex. 225	Nickel { Minerais produits de première fusion Pur ou allié au cuivre, avec ou sans zinc affiné, en lingots ou masses brutes.
231	Manganèse
	Minerais { De chrome De titane De tungstène De vanadium.

ART. 2. — Des dérogations pourront être accordées dans les conditions qui seront déterminées par le ministre des finances ou le ministre des colonies, chacun pour ce qui le concerne.

Toutefois, aucune dérogation ne sera accordée pour les produits repris à l'article 1 du présent décret qui seraient à destination de l'Italie et des possessions italiennes.

Il en sera de même pour les produits ci-après dont l'exportation a déjà été interdite par les décrets des 12 novembre 1931, 27 mars 1935, 16 avril 1935 et 18 août 1935 :

Chutes, ferrailles, ouvrages usagés de fonte, de fer ou d'acier et débris de ces ouvrages pouvant être utilisés pour la refonte :

(Décret du 12 novembre 1931)

Ex. 119 — Caoutchouc, balata et gutta percha bruts ou refondus en masse :

(Décret du 27 mars 1935)

203 — Aluminium (minerai, aluminium en lingots et déchets, laminé forgé ou fondu, battu en feuilles, en fils, en poudre ou paillettes impalpables;

083 — Alumine anhydre;

084 — Hydrate d'alumine :

(Décret du 16 avril 1935)

Ex. 223 — Limailles d'étain pur ou allié; ouvrages et débris de vieux ouvrages en étain pur ou allié; inutilisables en l'état; déchet, scories, mattes, cendres et résidus d'étain pur ou allié.

Ex. 225 — Limailles de nickel; ouvrages ou débris de vieux ouvrages en nickel, inutilisables en l'état; déchets, scories, mattes, cendres et résidus de nickel, qu'il soit pur ou allié en proportion quelconque au cuivre, à l'étain, au plomb ou au zinc.

(Décret du 18 août 1935)

Lesdits décrets sont rendus applicables dans les colonies françaises et territoires africains sous mandat français en ce qui concerne les marchandises reprises à l'alinéa précédent.

ART. 3. — Sont toutefois exemptés de la prohibition les produits que l'on justifie avoir été exportés à destination de l'étranger avant le 18 novembre 1935.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre des colonies, le ministre de la marine marchande et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 16 novembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,
Pierre LAVAL.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
Georges BONNET.

Le ministre des finances,
Marcel REONIER.

Le ministre de l'agriculture,
CATHALA.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le ministre des travaux publics,
Laurent EYNAC.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES**(Légion d'honneur)**

Par décret en date du 18 octobre 1935, rendu sur la proposition du ministre des colonies, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la légion d'honneur en date du 15 octobre 1935, portant que les promotions et nominations faites aux termes du présent décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, ont été promus et nommés dans l'ordre national de la légion d'honneur, au titre indigène;

Au grade de chevalier :

M. KALIPÉ (Paul), propriétaire, chef du village de Vogan (Togo) président du conseil des notables du cercle; 47 ans de services et de pratique professionnelle. S'est acquis auprès des populations indigènes, par sa droiture et son honnêteté, un ascendant qu'il a toujours mis loyalement au service de la France.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Réglementation des conditions de circulation sur la route Lomé-Atakpamé**

ARRETE N° 492 portant réglementation des conditions de circulation sur la route Lomé-Atakpamé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 juin 1935 étendant au territoire du Togo placé sous le mandat de la France la réglementation pour l'usage des voies publiques ouvertes à la circulation dans l'Afrique occidentale française fixée par décret du 21 juin 1934 rectifiée par décret du 14 février 1935;

Vu la lettre n° 887 du 26 août 1935 de l'administrateur supérieur du Togo;

La chambre de commerce du Togo consultée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La circulation sur la route Lomé-Atakpamé est interdite aux véhicules, dont le poids en charge utile excède quinze cents kilogrammes.

ART. 2. — Les dispositions prévues à l'article premier du présent arrêté ne s'appliquent pas aux véhicules affectés à l'entretien de la route.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} décembre 1935 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 7 novembre 1935.
DESANTI.

Organisation de campements

ARRETE N° 495 bis portant organisation à Sokodé et à Mango de campements aménagés.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements;

Vu l'arrêté du 13 octobre 1928 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel européen et assimilé au Togo;

Vu le décret du 11 juin 1934 portant révision de diverses indemnités attribuées au personnel militaire en service aux colonies;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est installé à Sokodé et à Mango et dans toutes autres localités qui seraient désignées ultérieurement des campements réservés aux passagers européens et assimilés, aménagés et organisés de la manière suivante dans la mesure du possible :

1^o — Chambre avec matériel de couchage (matelas, moustiquaire, etc...);

2^o — Salle commune avec service de table sommaire;

3^o — Cuisine avec matériel de popote.

ART. 2. — Un gardien de campement, sachant faire la cuisine, sera mis autant que possible, à la disposition des passagers. Il leur procurera suivant les ressources locales les vivres et le bois aux tarifs affichés dans le campement. Ces tarifs seront tenus à jour par les soins des commandants de cercles.

ART. 3. — Le gardien cuisinier sera responsable du matériel dont l'inventaire en quantité et valeur devra être affiché et dont le recensement sera effectué le plus souvent possible, au moins une fois par mois.

ART. 4. — Le gardien veillera à la propreté du campement et de ses abords. Il sera également chargé de l'entretien du matériel de toute nature existant au campement. Il devra rendre compte au chef de circonscription de tous les incidents qui pourraient se produire.

ART. 5. — La police des campements appartiendra aux chefs de circonscriptions. Tout voyageur dont la conduite ne serait pas correcte et dont la nature ou les actes, ou ceux de son personnel, pourraient causer quelque gêne aux autres occupants, sera invité sur-le-champ à quitter le campement.

Il sera rendu compte de ces incidents au Commissaire de la République.

ART. 6. — Peuvent utiliser les campements ainsi organisés les fonctionnaires civils et militaires en service ou de passage au Togo ainsi que les membres de leur famille voyageant seuls.

Le même avantage sera accordé aux voyageurs étrangers à l'administration qui auront demandé aux commandants de circonscriptions l'autorisation de s'installer au campement.

L'autorisation d'occuper le campement ne constitue pas un droit pour les passagers de cette catégorie et peut être révoquée sans préavis dans le cas où l'administration aurait à se servir des bâtiments pour le personnel administratif ou militaire.

ART. 7. — Dans le cas où le nombre de passagers dépasserait les disponibilités du logement, l'ordre de préférence dans l'attribution des places serait le suivant :

1^o — Femmes avec enfants;

2^o — Femme seule;

3^o — Fonctionnaire accompagné de sa famille;

4^o — Militaire accompagné de sa famille;

5^o — Fonctionnaires voyageant seuls dans l'ordre hiérarchique;

6° — Militaires voyageant seuls dans le même ordre;

7° — Passagers étrangers à l'administration.

ART. 8. — L'utilisation des campements donnera lieu au paiement d'une redevance journalière fixée comme suit, par personne :

1° — Au tiers de l'indemnité allouée par les règlements administratifs en vigueur aux fonctionnaires civils et militaires, ou à chacun des membres de leur famille voyageant seuls ou en compagnie du chef de famille;

2° — 20 francs par personne pour les passagers étrangers à l'administration;

3° — Lorsqu'un fonctionnaire marié et accompagné de sa femme occupera une chambre, celle-ci ne sera comptée que pour une personne, de même lorsque plusieurs enfants d'une même famille pourront occuper la même chambre, celle-ci ne comptera que pour un enfant.

Le décompte de cette redevance se fera par période de 24 heures, toute période commencée étant due.

ART. 9. — Les perceptions effectuées en vertu du présent arrêté seront prises en recettes au titre du chapitre IV du budget local. — Article 4 (produits divers).

Les sommes dues par les étrangers en exécution des prescriptions de l'article 8 ci-dessus, seront récupérées avant leur départ, par les soins et à la diligence des commandants de circonscriptions.

ART. 10. — Les usagers des campements seront rendus pécuniairement responsables des détériorations commises par eux ou par leur personnel et des pertes constatées au moment de leur départ.

Le remboursement des objets perdus ou détériorés aura lieu conformément aux prescriptions de l'article 9 et suivant le tarif annexé à l'inventaire du matériel, majoré de 25%.

ART. 11. — L'ordonnateur-délégué et les commandants de cercles intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur pour compter du 1^{er} janvier 1936.

Lomé, le 9 novembre 1935.

Le Commissaire de la République p. l.,
DESANTI.

Taux d'indemnité de cherté de vie allouée aux miliciens

ARRETE N° 498 fixant le taux de l'indemnité de cherté de vie allouée aux miliciens détachés à Nawaré (Sokodé).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 28 juin 1925 portant organisation des forces de police dans les Territoires à mandat;

Vu l'arrêté n° 67 du 31 janvier 1934 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des indigènes en service à la compagnie de milice;

Vu l'arrêté n° 69 du 31 janvier 1934 fixant les taux de l'indemnité de cherté de vie allouée aux miliciens;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1934 portant réduction d'indemnités;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général et temporaire sur les dépenses publiques;

Vu l'avis du commandant des forces de police;

Sur la proposition de l'administrateur supérieur du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les miliciens détachés à Nawaré (cercle de Sokodé), percevront du jour de l'arrivée dans cette localité au dernier octobre 1935, une indemnité mobile de cherté de vie égale à quarante cinq francs par mois.

ART. 2. — A compter du 1^{er} novembre 1935 et pendant la durée de leur détachement, l'indemnité mobile de cherté de vie allouée aux miliciens stationnés à Nawaré est fixée à quinze francs par mois.

Les miliciens stagiaires auront droit à cette indemnité.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Installation et usage des postes téléphoniques officiels

ARRETE N° 499 fixant les conditions d'installation et d'usage des postes téléphoniques officiels du territoire du Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté 49 du 13 octobre 1920 rendant applicables au Togo les dispositions des instructions n° 1 et n° 2 des P. T. T.;

Vu l'arrêté n° 9 du 15 janvier 1921 portant fixation des tarifs téléphoniques;

Vu les arrêtés n°s 331 et 437 du 7 septembre 1925 et 4 octobre 1926 portant modification de diverses redevances téléphoniques;

Vu l'arrêté 521 du 15 septembre 1928 fixant diverses modalités et taxes téléphoniques;

Vu la correspondance n° 38 F. du 8 janvier 1930 du gouverneur des colonies, Commissaire de la République au Togo exonérant de toutes redevances les transmissions électriques officielles ou émanant des services administratifs;

Sur la proposition du chef du service des P. T. T.;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1936, les installations, et transferts des postes téléphoniques des services publics de l'Etat, du Territoire et des communes sont assujettis aux mêmes formalités et consentis dans les mêmes conditions que pour les particuliers.

La redevance fixe de premier établissement pour les appareils de la ligne jusqu'à un kilomètre est payée en une seule fois au moment de la mise en service du poste.

ART. 2. — Le régime des abonnements est identique à celui appliqué aux usagers ordinaires mais le montant en est fixé à la moitié pour les abonnements principaux des services publics et pour ceux des communes.

Aucune différence n'est faite pour les abonnements supplémentaires.

ART. 3. — Les communications interurbaines des postes précités ne bénéficient d'aucune exonération et acquittent les taxes en vigueur au Territoire.

ART. 4. — L'encaissement de toutes les redevances et taxes dues est poursuivi par l'administration des P. T. T. à charge pour elle d'établir un relevé mensuel des communications échangées qui sera soumis pour approbation, avant ordonnancement au service intéressé.

ART. 5. — Le chef du service des postes, télégraphes et téléphones, devra en ce qui le concerne, prendre toutes dispositions utiles pour l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Timbre taxe

ARRETE N° 500 portant modification de l'arrêté du 30 août 1929 sur le timbre taxe.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la dépêche ministérielle n° 2579 du 10 septembre 1935;

Vu l'arrêté du 30 août 1929 sur le timbre taxe, notamment en son article 51;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième paragraphe de l'article 51 de l'arrêté du 30 août 1929 susvisé :

PREMIÈRE CATÉGORIE A. — *Effets négociables et non négociables* est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« A compter du 1^{er} juillet 1935 les droits de timbre à la charge de la Banque de l'Afrique Occidentale sont fixés provisoirement à 0,125%. Ils sont perçus par abonnement aux conditions fixées par le Commissaire de la République sur la moyenne des billets au porteur ou à ordre que chacune de ses succursales a tenus en circulation pendant tout le cours de chaque année écoulée ».

ART. 2. — Le receveur de l'enregistrement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et inséré au journal officiel du Territoire.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Prix de transport du cacao

ARRETE N° 514 supprimant les dispositions de l'arrêté n° 590 du 21 octobre 1931 en ce qui concerne le prix de transport d'une tonne de cacao entre Atakpamé et Lomé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 69 du 29 janvier 1929 rendant applicables les tarifs des chemins de fer du Togo homologués par dépêche ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 590 du 20 octobre 1931 instituant un prix ferme de transport de Palimé-Lomé pendant la grande campagne de cacao;

Vu l'arrêté n° 619 du 3 décembre 1934 fixant le prix de transport du cacao pendant la grande campagne 1934-1935;

Vu l'arrêté n° 427 du 19 septembre 1935 prorogeant pour la grande campagne 1935-1936 le prix de transport du cacao fixé par l'arrêté n° 619 du 3 décembre 1934;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu le rapport en conseil consultatif du C. F. T. en date du 5 novembre 1935 (27^e séance);

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté n° 590 du 21 octobre 1931 sont abrogées en ce qui concerne le prix de transport d'une tonne de cacao entre Atakpamé et Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 15 novembre 1935 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Modification aux tarifs du chemin de fer

ARRETE N° 515 portant modifications aux tarifs du chemin de fer.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu le procès-verbal de la 25^e séance du conseil consultatif du C. F. T. et du wharf en date du 8 octobre 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La rédaction de l'article 147 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est abrogée et remplacée par le texte suivant :

Art. 147. — **TARIF SPÉCIAL P. V. N° 15**

EMBALLAGES VIDES ET EMBALLAGES VIDES EN RETOUR

CHAPITRE PREMIER

Emballages vides.

Bidons ou estagnons vides.

Bobines ou fuseaux non dénommés.

Bobines pour le transport des câbles.

Boîtes en bois ou en fer blanc.

Bonbonnes ou touries clissées ou en paniers.
 Fûts métalliques non dénommés.
 Paniers en osier ou fibre de bois.
 Récipients métalliques pour le transport des gaz.
 Bouteilles vides avec ou sans fermeture métallique
 en cadres, cages, caisses, harasses, paniers ou
 tonneaux.
 Cadres non dénommés.
 Cages ou cageot.
 Caisses en bois.
 Cales en bois.
 Couffes et couffins.
 Cuveaux et cuves en bois.
 Fûts en bois.
 Harasses.
 Paniers non dénommés.
 Sacs en toile.

PRIX PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE	Barème applicable par expédition de 50 kilos minimum ou payant pour ce poids	Barème applicable par expédition par wagon complet
de 0 à 60 km. . .	0f.50	0f.40
de 61 à 120 km. . .	0f.40	0f.35
Au-dessus de 120 km.	0f.35	0f.25

CHAPITRE II

Emballages vides « en retour » ayant servi ou devant servir au transport ou à l'arrimage des marchandises transportées.

Agrès ayant servi à l'arrimage.
 Bâches.
 Bidons ou estagnons vides.
 Bobines ou fuseaux non dénommés.
 Bobines pour le transport des câbles.
 Boîtes en bois ou en fer blanc.
 Bonbonnes ou touries clissées ou en paniers.
 Fûts métalliques non dénommés.
 Paniers en osier ou fibre de bois.
 Récipients métalliques pour le transport des gaz.
 Bouteilles vides avec ou sans fermeture métallique,
 en cadres, cages, caisses, harasses, paniers ou tonneaux.
 Cadres non dénommés.
 Cages ou cageots.
 Caisses en bois.
 Cales en bois.
 Couffes et couffins.
 Cuveaux et cuves en bois.
 Fûts en bois.
 Harasses.
 Paniers non dénommés.
 Sacs en toile.

PRIX PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE	Barèmes applicables par expédition de 50 kilos ou payant pour ce poids.	
	Montés	Démontés, repliés ou emboîtés les uns dans les autres et les sacs vides.
Par kilomètre		
de 0 à 60 km. . .	0f.15	0f.10
de 61 à 120 km. . .	0f.10	0f.10
Au-dessus de 120 km.	0f.08	0f.05

CONDITIONS D'APPLICATIONS PARTICULIÈRES AU CHAPITRE II.

I. — Les emballages démontés, repliés ou emboîtés les uns dans les autres doivent être réunis en fardeaux d'une solidité qui réponde à la durée du transport et aux exigences des manutentions en cours de route.

II. — Les dispositions du présent chapitre sont applicables :

a) *Immédiatement.* — Aux emballages vides renvoyés à vide de la gare où ils ont été reçus à plein sur la gare d'où ils sont partis à plein ou sur une gare intermédiaire du même parcours. L'expéditeur devra faire la preuve au bureau de départ au moyen d'un récépissé ne remontant pas à plus de 3 mois de date; que les emballages expédiés contenaient bien des marchandises transportées par le C. F. T.

b) *Par voie de détaxe.* — Tous les 3 mois, les commerçants pourront obtenir, par voie de détaxe, l'application du présent tarif aux emballages transportés à vide aux conditions du chapitre I du présent tarif et ayant servi au transport des marchandises.

Cette demande devra être appuyée des récépissés ayant moins de 3 mois de date attestant l'envoi à vide et le retour à plein des emballages.

III. — Les expéditions aux conditions du présent tarif ne seront acceptées qu'en port payé.

CONDITIONS D'APPLICATION COMMUNES AUX CHAPITRES I ET II.

I. — Le transport peut être effectué à découvert.

II. — La manutention est effectuée dans tous les cas par le chemin de fer.

III. — Le chemin de fer ne répond pas des avaries résultant de la mouille en cas de transport à découvert ou de stationnement prolongé sur les quais des gares.

IV. — Le chemin de fer peut prolonger les délais réglementaires de 6 jours.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} décembre 1935 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

ARRETE N° 516 modifiant les tarifs du chemin de fer du Togo pour le transport des voyageurs et des marchandises.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
 CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 30 août 1929 réglementant dans le territoire du Togo, l'impôt du timbre-taxe sur les actes et conventions;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu le procès-verbal de la 21^e séance du conseil consultatif du C. F. T. et du wharf en date du 27 septembre 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La rédaction actuelle des articles 69 et 122 des tarifs du chemin de fer du Togo est remplacée par la suivante :

« Le chemin de fer est tenu de délivrer un récépissé au timbre de 1 franc pour toute expédition constatée d'un poids supérieur à 10 kilogrammes ».

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 15 novembre 1935 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Taxes à percevoir par le chemin de fer pour la location de travées dans les magasins des gares

ARRETE N° 517 fixant les taxes à percevoir par le chemin de fer pour la location des travées dans les magasins des gares.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu le procès-verbal de la 24^e séance du conseil consultatif du C. F. T. et du wharf en date du 8 octobre 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 164 des tarifs pour les transports des voyageurs et des marchandises est complété comme suit :

« Suivant ses disponibilités le chemin de fer peut mettre à la disposition des particuliers les magasins couverts de Lomé, Anié, Pagala et Blita pour y entreposer leurs produits.

La taxe à percevoir est décomptée par travée et fixée ainsi que suit :

Magasin de Lomé : 195 frs. par mois indivisible.

Magasin d'Anié : 45 frs. par mois indivisible.

Magasin de Pagala : 45 frs. par mois indivisible.

Magasin de Blita : 95 frs. par mois indivisible.

Pour ces locations, le chemin de fer n'entend accepter aucune responsabilité quant au nombre et au poids des colis entreposés.

Les dégâts matériels occasionnés, soit par un mauvais arrimage, soit par le fait d'appuyer la marchandise contre les parois du magasin, restent à la charge du déposant ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Budgets

ARRETE N° 519 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1936.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 70;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus provisoirement exécutoires les budgets ci-après du Togo pour l'exercice 1936, délibérés et arrêtés comme suit en conseil d'administration du 9 novembre 1935 :

1^o — *Le budget local.* — Arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : vingt huit millions sept cent cinquante trois mille francs;

2^o — *Le budget sur fonds d'emprunt.* — Arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : quatre millions trois cent quarante huit mille francs.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1936 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Cours complémentaire (caisse de menues dépenses)

ARRETE N° 495 rapportant l'arrêté n° 468 du 18 août 1928 portant création d'une caisse de menues dépenses pour les besoins du fonctionnement de l'internat du cours complémentaire de Lomé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 août 1928 créant une caisse de menues dépenses pour les besoins du fonctionnement de l'internat du cours complémentaire de Lomé;

Vu l'arrêté n° 485 du 26 octobre 1935 supprimant le cours complémentaire de Lomé;

Vu la décision n° 1357 E. du 26 octobre 1935 portant admission des élèves du cours complémentaire de Lomé à l'école primaire supérieure Victor BALLOT;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé, pour compter du 1^{er} novembre 1935, l'arrêté n° 468 du 18 août 1928 créant une caisse de menues dépenses pour les besoins du fonctionnement du cours complémentaire de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 novembre 1935.

DESANTI.

Rôles supplémentaires

Par arrêté du :

18 novembre 1935. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1935 dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme totale de cinquante huit mille six cent douze frs. vingt deux centimes.

N ^{os} DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	BUDGET LOCAL		Centimes additionnels C. M.	TOTAL
			PRINCIPAL	Centimes additionnels		
308	Anécho	Impôt personnel indigène	280,00	—	—	280,00
309	—	—	140,00	—	—	140,00
310	Atakpamé	—	280,00	—	—	280,00
311	Sokodé	—	112,00	—	—	112,00
312	— (Lama-Kara)	—	210,00	—	—	210,00
313	— (Bassari)	—	259,00	—	—	259,00
314	Anécho	Rachat des prestations	252,00	—	—	252,00
315	—	—	36,00	—	—	36,00
316	Atakpamé	—	72,00	—	—	72,00
317	Sokodé	—	96,00	—	—	96,00
318	— (L. Kara)	—	180,00	—	—	180,00
319	— (Bassari)	—	72,00	—	—	72,00
320	Com. mixte Lomé	Population flottante	50,00	—	5,00	55,00
321	Subdivision Lomé	—	250,00	—	—	250,00
322	Anécho	—	120,00	—	—	120,00
323	Atakpamé	—	40,00	—	—	40,00
324	Sokodé	—	40,00	—	—	40,00
325	— (Bassari)	—	280,00	—	—	280,00
326	Sansanné-Mango	—	1.120,00	—	—	1.120,00
327	Com. mixte Lomé	Patentes	3.210,00	1.123,49	320,99	4.654,48
328	Subdivision Lomé	—	4.160,00	1.456,00	—	5.616,00
329	Anécho	—	8.742,50	3.059,87	—	11.802,37
330	Atakpamé	—	465,00	162,75	—	627,75
331	Sokodé	—	227,50	79,62	—	307,12
332	— (L. Kara)	—	1.555,00	544,25	—	2.099,25
333	— (Bassari)	—	210,00	73,50	—	283,50
334	Sansanné-Mango	—	225,00	78,75	—	303,75
335	Com. mixte Lomé	Licences	150,00	75,00	15,00	240,00
336	—	—	650,00	325,00	65,00	1.040,00
337	Subdiv. de Lomé	—	300,00	150,00	—	450,00
338	Anécho	—	150,00	75,00	—	225,00
339	Atakpamé	—	300,00	150,00	—	450,00
340	Sokodé	—	150,00	75,00	—	225,00
341	Com. mixte Lomé	Armes non perfectionnées	120,00	—	12,00	132,00
342	Subdiv. de Lomé	Armes perfectionnées	20,00	—	—	20,00
343	—	Armes non perfectionnées	8.880,00	—	—	8.880,00
344	Anécho	Armes perfectionnées	200,00	—	—	200,00
345	Atakpamé	—	20,00	—	—	20,00
346	—	Armes non perfectionnées	2.920,00	—	—	2.920,00
347	Sokodé (Bassari)	Armes perfectionnées	80,00	—	—	80,00
348	Sansanné-Mango	—	60,00	—	—	60,00
349	—	Armes non perfectionnées	3.240,00	—	—	3.240,00
350	Lomé (C. Mixte)	Taxes sur les véhicules	2.015,00	604,50	201,50	2.821,00
351	Lomé (Subdiv.)	—	1.800,00	540,00	—	2.340,00
352	Anécho	—	1.840,00	552,00	—	2.392,00
353	—	—	875,00	262,50	—	1.137,50
354	Atakpamé	—	720,00	216,00	—	936,00
355	Sokodé	—	285,00	85,50	—	370,50
356	— (L. Kara)	—	40,00	12,00	—	52,00
357	Anécho	Assistance médic. indig.	70,00	—	—	70,00
358	—	—	168,00	—	—	168,00
359	Atakpamé	—	140,00	—	—	140,00
360	Sokodé	—	80,00	—	—	80,00
361	— (L. Kara)	—	150,00	—	—	150,00
362	— (Bassari)	—	185,00	—	—	185,00
TOTAUX			48.292,00	9.700,73	619,49	58.612,22

La date de mise en recouvrement est fixée au 25 novembre 1935.

Prime de transport en faveur des produits oléagineux

DECISION N° 151 fixant les modalités d'application de la prime de transport en faveur des produits oléagineux.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu la loi du 6 août 1933 relative à la protection douanière des oléagineux;

Vu l'arrêté du 14 octobre 1935 accordant une prime de transport pour les produits oléagineux;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La prime de transport instituée par arrêté n° 467 bis du 14 octobre 1935 est allouée en faveur des produits oléagineux d'origine togolaise transportés du nord du Territoire à Blittah. Elle est attribuée dans les conditions suivantes :

1° — *Contrôle au lieu de stockage* : — Pour être admis au bénéfice de la prime, les produits oléagineux doivent avoir été présentés, ensachés ou mis en fût, au chef de subdivision ou à son délégué.

Les localités où fonctionnera le contrôle et les jours où il aura lieu seront fixés par décision du commandant du cercle du nord.

Cette opération de contrôle donne lieu à la délivrance d'un certificat numéroté, détaché de carnets à double souche, cotés et paraphés par le commandant de cercle suivant une série numérique unique pour l'ensemble des carnets, et portant les indications suivantes :

- a) — Localité de contrôle;
- b) — Nom de la firme et de l'acheteur;
- c) — Poids approximatif du stock contrôlé, avec indication du nombre des sacs ou récipients;
- d) — Date de l'opération de contrôle.

Le certificat ci-dessus devra être remis lors de l'évacuation, au transporteur.

Toutefois, lorsque le lot contrôlé est évacué par fractions sur plusieurs véhicules, l'expéditeur devra remettre à chaque conducteur une fiche d'un modèle distribué par l'autorité administrative, faisant référence au certificat de contrôle du stock en question et mentionnant le poids transporté par chaque véhicule, le numéro d'immatriculation du véhicule ainsi que le nombre des sacs ou récipients.

Lorsque l'acheteur ou expéditeur est illettré et que le chef de subdivision ou son délégué aura, par tous moyens d'investigation utiles, pu s'assurer de la véracité des déclarations verbales du transporteur, la fiche pourra être établie par le chef de subdivision (ou son délégué).

A l'occasion du visa prévu à la rubrique 2, les chefs de subdivision devront prendre note des certificats et fiches visés et de temps en temps, procéder inopinément à des vérifications des lieux de stockage afin d'éviter que les mêmes lots soient présentés à plusieurs reprises au contrôle.

Dans le même but les acheteurs devront déclarer hebdomadairement au chef de subdivision les quantités acquises depuis le dernier contrôle.

2° — *Contrôle du transit*. — Afin de prévenir des substitutions de lots, les oléagineux en provenance de la Côte d'Ivoire, transitant par le Territoire, seront munis à leur entrée dans le Territoire, d'une fiche de transit établie par un agent de l'administration. Ces fiches devront être visées en cours de route ainsi qu'il

est prévu à la rubrique ci-après. La non-observation de la présente prescription fera perdre aux firmes qui ne s'y conformeront pas, le bénéfice de la prime pour les produits originaires du Togo.

3° — *Contrôle en cours de route*. — Les certificats ou, le cas échéant, les fiches de référence, doivent être visés, sous peine de perte de bénéfice de la prime, dans tous les postes européens situés sur l'itinéraire, par les chefs de subdivision ou leurs délégués, (soit, selon le cas, à Mango, Bassari, Lama-Kara et Sokodé).

Lorsque le lieu de départ sera situé entre Blittah et le chef-lieu de la subdivision qui a établi le certificat d'origine, le chef de subdivision donnant le premier visa (cas, par exemple, du chef de subdivision de Lama-Kara visant les lots partis de Kandé) devra aviser le chef de la subdivision dont dépend le lieu de départ, afin qu'il puisse tenir à jour la comptabilité des stocks.

4° — *Calcul des distances*. — La prime est calculée sur la base du barème suivant :

LOCALITÉ DE DÉPART	DISTANCE KILOMÉTRIQUE	
	PAR BASSARI	PAR LAMA-KARA
Dapango	371	398
Boggou	340	367
Sansanné-Mango	291	318
Pessidé (Mango)		228
Kandé		313
Bafilo		130
Dédaurè (Sokodé)		78
Tchamba		113
Colonaboïs		48
Tchebebé		12
Kabou	160	
Bassari	138	
Guérin-Kouka	193	
Lama-Kara		153
Ketao		173
Kouméa		175
Niamtougou		198

5° — *Mandatement des primes*. — Les primes seront mandatées sur les bases suivantes :

a) En ce qui concerne le poids, le tonnage à mandater sera celui ressortant des récépissés de chemin de fer délivrés par le service de l'exploitation à Lomé. Ces récépissés seront joints aux mandats comme pièces justificatives;

b) En ce qui concerne la distance, elle sera fixée par un certificat administratif délivré par l'administrateur supérieur et établissant sur le vu des certificats d'origine ou fiches de référence la distance à appliquer à chacun des lots dont est composée l'expédition;

c) — Quelles que soient les indications des certificats d'origine ou fiches de référence, il ne pourra être mandaté un tonnage supérieur à celui ressortant des récépissés de chemin de fer;

d) — Les récépissés accompagnés des certificats d'origine ou fiches de référence devront être remis par les firmes au bureau des finances dans un délai de 15 jours suivant l'arrivée de l'envoi à Lomé;

e) — Les primes ne pourront être mandatées qu'aux firmes payant une patente d'exportateur.

6° — *Vérification des opérations.* — Au fur et à mesure de la délivrance des certificats, le commandant du cercle du nord devra transmettre à l'administrateur supérieur un double de la souche du registre des certificats.

Copie de ces souches sera inscrite sur un registre tenu par le chef du bureau des finances qui mentionnera en outre, sur des colonnes ad hoc, la date de présentation du certificat et des fiches de référence, la date et le numéro du récépissé du chemin de fer, la date et le numéro du mandat.

Après établissement du mandat, les certificats et fiches seront annulés par une oblitération et épinglés sur la page correspondante du registre sous-indiqué.

Dans un délai d'un mois suivant la clôture des opérations commerciales (fermeture de la traite dans le cercle du nord), le registre sera vérifié par une commission présidée par le commandant de cercle du sud et comprenant comme membres le président de la chambre de commerce et le préposé du trésor. Cette commission établira un procès-verbal de concordance soumis à l'approbation de l'administrateur supérieur.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1935.

GEISMAR.

Réglementation des conditions de circulation

DECISION N° 155 complétant l'arrêté n° 492 du 7 novembre 1935 portant réglementation des conditions de circulation sur la route Lomé-Atakpamé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 17 mai 1935 fixant les attributions de l'administrateur supérieur du Togo;

Vu le décret du 16 juin 1935 étendant au territoire du Togo placé sous le mandat de la France la réglementation pour l'usage des voies publiques ouvertes à la circulation dans l'Afrique occidentale française fixée par décret du 21 juin 1934 rectifiée par décret du 14 février 1935;

Vu l'arrêté n° 492 du 7 novembre 1935 portant réglementation des conditions de circulation sur la route Lomé-Atakpamé;

Vu la lettre en date du 13 novembre 1935 du président de la chambre de commerce;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'interdiction de circulation prévue par l'article premier de l'arrêté n° 492 du 7 novembre 1935 susvisé ne s'applique pas, sur le tronçon de route Lomé-Agouévé, aux camions desservant Mission-Tové.

ART. 2. — Le contrôle de la provenance des camions venant de Mission-Tové, sera assuré par la production des tickets de transport remis par le contrôleur des produits de Mission-Tové; ces tickets porteront le numéro des camions, le poids des produits transportés, et devront être présentés à toute réquisition.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 15 novembre 1935.

P. le Commissaire de la République :
L'administrateur supérieur,
GEISMAR.

DECISION N° 156 portant réglementation des conditions de circulation sur la route intercoloniale au nord de Sokodé et sur la route Sokodé-Mango par Bassari.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 17 mai 1935 fixant les attributions de l'administrateur supérieur du Togo;

Vu le décret du 16 juin 1935 étendant au territoire du Togo placé sous le mandat de la France la réglementation pour l'usage des voies publiques ouvertes à la circulation dans l'Afrique occidentale française fixée par décret du 21 juin 1934 rectifiée par décret du 14 février 1935;

Vu l'état des ponts et du bac de Sansanné-Mango;

Vu la demande du commandant de cercle du nord;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sur la route intercoloniale au nord de Sokodé, et sur la route Sokodé-Mango par Bassari, les camions ne pourront dépasser le poids de 5 tonnes 500, poids mort et charge utile comprise.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée, partout où besoin sera.

Lomé, le 16 novembre 1935.

P. le Commissaire de la République :
L'administrateur supérieur,
GEISMAR.

Logements

MODIFICATIF à l'annexe de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 (J. O. T. page 409 du 1^{er} septembre 1932).

Au lieu de :

DEUXIÈME CATÉGORIE :

Pavillon n° 7 du C. F. T. 3 pièces

Lire :

PREMIÈRE CATÉGORIE :

Pavillon n° 7 du C. F. T. 4 pièces

Le présent modificatif aura son effet pour compter du 1^{er} novembre 1935.

RECTIFICATIF au J. O. T. du 16 novembre 1935 page 545.

ARACHIDES (vente des).

En 3^e ligne :

Au lieu de :

Cette interdiction est promulguée . . .

Lire :

Cette interdiction est prolongée . . .

NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Mutations

Par décret en date du 17 octobre 1935, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été promus

dans le personnel des ingénieurs météorologistes coloniaux, pour compter du 1^{er} juillet 1935, au point de vue exclusif de l'ancienneté :

A la 1^{re} classe du grade d'ingénieur-adjoint :

M. CARON (Jules),
Ingénieur adjoint de 2^e classe.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Résiliation de contrat

Par décision du :

17 novembre 1935. — Le contrat intervenu le 27 juin 1934 entre le Commissaire de la République française au Togo et Mr. RUPP est résilié pour cause de suppression d'emploi à compter du jour du débarquement de Mr. RUPP en France.

Une réquisition de transport en 2^e classe, (3^e catégorie), de Lomé à Paris sera accordée à Mr. RUPP — Son passage de Lomé à Bordeaux sera retenu sur s/s *Amérique* attendu à Lomé vers le 25 décembre 1935.

Affectations

Par décisions des :

12 novembre 1935. — Les fonctionnaires attendus à Lomé le 13 novembre 1935 sur s/s *Brazza* reçoivent les affectations suivantes :

M. PIERRON, ingénieur adjoint de 2^e classe du cadre général de l'agriculture est affecté à la 1^{re} circonscription agricole à Lomé.

M. GOUINEAU, commis radiotélégraphiste de 3^e classe du cadre local du Togo, est mis à la disposition du chef de service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf.

16 octobre 1935. — M. CHAUTARD, adjoint des services civils du Togo en service au cercle du sud, est nommé agent intermédiaire de la commune mixte et de la subdivision de Lomé en remplacement de M. TERRAC, adjoint des services civils du Togo en instance de départ en congé.

M. CHAUTARD remplira également les fonctions de secrétaire de mairie de la commune mixte de Lomé.

20 novembre 1935. — M. PINELLI Roch, agent comptable de 5^e classe des chemins de fer du Togo, est nommé comptable gestionnaire du magasin d'approvisionnement du chemin de fer et du wharf à compter du 16 décembre 1935 en remplacement de M. WALLON Gas-ton, agent comptable de 1^{re} classe des travaux publics du Togo en instance de rapatriement.

Congés — Passages

Par décisions des :

14 novembre 1935. — Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir à Paris (1 avenue Jeanne d'Arc à Arcueil), est accordé à M. Conso, adjoint des services civils du Togo, en service à Porto-Novo qui compte 24 mois et 26 jours de séjour consécutifs au Territoire et à Porto-Novo.

M. Conso est autorisé à rentrer en France, accompagné de sa femme, par la voie saharienne dans les conditions fixées par la circulaire du 30 octobre 1935.

Le congé de M. Conso partira du jour de l'arrivée à Marseille du paquebot *Banfora* attendu à Cotonou le 15 décembre 1935.

15 novembre 1935. — Une réquisition de passage de retour en 1^{re} classe, (2^e catégorie), sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 10 décembre 1935, est accordée au docteur GROSPERRIN, médecin capitaine des troupes coloniales en service hors cadre au Togo.

16 novembre 1935. — Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir à Paris et à la Guadeloupe, est accordé à M. TERRAC, adjoint des services civils du Togo qui compte 24 mois et 24 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et à ses 3 enfants respectivement âgés de 4 ans 6 mois, 3 ans et 1 an sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 16 décembre 1935.

Augmentations de salaires

Par décisions des :

17 octobre 1935. — L'article premier de la décision du 21 avril 1934 est ainsi modifié :

M. MANDON René, est engagé en qualité de comptable auxiliaire des travaux publics à raison de soixante dix francs (70 frs.) par jour.

Ce salaire est exclusif de toute indemnité de déplacement.

M. MANDON aura droit aux frais de transport dans les mêmes conditions que les agents classés dans la 3^e catégorie.

19 octobre 1935. — Le salaire de M. Bozzi, chef de chantier journalier des travaux publics est fixé à quatre vingt francs par jour.

Ce salaire est exclusif de toute indemnité de déplacement.

M. Bozzi aura droit aux frais de transport dans les mêmes conditions que les agents classés dans la 3^e catégorie.

PERSONNEL INDIGÈNE

Affectation

Par décision du :

20 novembre 1935. — Le médecin auxiliaire de 2^e classe WILSON Robert, en service à Lomé, est affecté à la subdivision sanitaire de Palimé, en remplacement du médecin-capitaine GROSPERRIN, rapatriable.

Congés — Permissions

Par décisions des :

7 novembre 1935. — Une permission de 15 jours, avec traitement, du 12 au 26 novembre 1935 inclus, est accordée au préposé de 5^e classe des douanes ASHABOR Daniel, en service au bureau de Lomé, pour en jouir au Territoire.

12 novembre 1935. — Une permission de 3 mois, à solde de présence, du 1^{er} décembre 1935 au 29 février 1936 inclus, est accordée à M^{me}. AKOUÉTÉ Paula (née WINCKEL), sage-femme-auxiliaire de 2^e classe du cadre de l'A. O. F. détachée au Togo, en service à Anécho, pour en jouir au Territoire.

Une permission de 8 jours, avec traitement, du 14 au 21 novembre 1935, est accordée à l'aide-médecin SAND Eugène, en service à la polyclinique pour se rendre à Agoué (Dahomey).

13 novembre 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 18 novembre au 17 décembre 1935 inclus, au planton de 8^e classe TAHOULAN Christophe, en service à la direction des travaux publics, du chemin de fer et du wharf pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 décembre 1935 inclus, à l'infirmière de 2^e classe ROLAND Lucie, en service à la subdivision sanitaire de Palimé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 2 au 31 décembre 1935 inclus, au commis d'administration de 2^e classe D'ALMEIDA Antoine, en service aux travaux publics, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 2 au 31 décembre 1935 inclus, à l'interprète principal de 5^e classe KEMPSON Frantz, en service au tribunal de première instance de Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 8 décembre 1935 au 6 janvier 1936 inclus, au commis des P. T. T. de 7^e classe Charles Léo EPHOEVI, en service au bureau d'Anécho, pour en jouir au Territoire.

20 novembre 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 décembre 1935 inclus, à l'infirmier-major de 5^e classe KOUÉVI Louis, en service à Guérin-Kouka (cercle du nord), pour en jouir à Lomé.

30 jours, du 25 novembre au 24 décembre 1935 inclus, à l'opérateur de 8^e classe des travaux publics Alexandre D'ALMEIDA, en service à la subdivision Lomé ville, pour en jouir à Anécho.

30 jours, du 1^{er} au 30 décembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 3^e classe Atanasius ADENKA, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 2 au 31 décembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 8^e classe SANT'ANNA Michel, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 2 au 31 décembre 1935 inclus, au chef-mécanicien de 4^e classe Jean FREITAS, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 2 au 31 décembre 1935 inclus, au facteur de 2^e classe KIMAKON Victor, en service au bureau des postes à Lomé, pour en jouir à Savalou (Dahomey).

Le facteur KIMAKON Victor aura droit au transport Lomé Savalou et retour pour lui et sa famille.

30 jours, du 2 au 31 décembre 1935 inclus, au commis de 3^e classe des P. T. T. GABA AHO, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 5 décembre 1935 au 3 janvier 1936 inclus, au chef de train de 8^e classe, ADALBERT Benoît en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir au Territoire.

Sanctions

Par décision du :

9 novembre 1935. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée au caporal garde-frontière EKPO Vincent, en service à Lomé, pour abandon de poste.

Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée au garde-frontière AMAGAN AMAKOE, en service à Lomé, pour abandon de poste.

FORCES DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice :

Agrément de stagiaire

Par arrêté du :

20 novembre 1935. — Le nommé Simon AMEGEE, est agréé à la compagnie de milice, en qualité de stagiaire de la catégorie B., N^o Mle M/458/B. T., pour compter du 1^{er} décembre 1935.

Mutation

Est admis à passer dans la garde indigène, à compter du 1^{er} décembre 1935 et rayé des contrôles de la compagnie de milice, le stagiaire de la catégorie B. Simon AMEGEE, N^o Mle M/458/B. T., de la P. C. Lomé.

2^e — Garde indigène :

Mutation

Est admis dans la garde indigène, à compter du 1^{er} décembre 1935, comme garde de 2^e classe N^o Mle 1053, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n^o 467 du 15 août 1933, l'ex-stagiaire de la catégorie B. Simon AMEGEE, N^o Mle M/458/B. T., de la P. C. Lomé.

Le garde Simon AMEGEE est affecté ledit jour, à la police et sûreté — Lomé.

ALLOCATIONS ET BOURSES

Par décisions des :

7 novembre 1935. — Sont accordées, à compter du 1^{er} juin 1935 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934, des allocations aux jeunes métis désignés ci-après :

Cercle d'Anécho :

(internat des Sœurs)

Constantia BAYI, (7 ans) 1 f., 50 par jour.

Florence ABLAVI, (7 ans) 1 f., 50 par jour.

Madame Catherine MEYER, en religion, Sœur Saint-Jean-Baptiste, est désignée pour percevoir le montant de ces allocations.

Est accordée, à compter du 1^{er} juillet 1935 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934, une allocation au jeune métis désigné ci-après :

Cercle de Lomé :

HYSON Emmanuel ABALOMI, (8 ans) 0 f., 75 par jour.

Madame Anna DRISPACK est désignée pour percevoir le montant de cette allocation.

12 novembre 1935. — Sont supprimées, pour compter du 1^{er} novembre 1935, les bourses scolaires accordées par décision n^o 118 du 26 février 1935, aux élèves du cours supérieur de Lomé dont les noms suivent :

ACHILLES Euccarius

AZIABLE Andréas

DOMINGO Félix

Est supprimée, pour compter du 1^{er} novembre 1935, l'allocation accordée par décision n^o 157 du 18 mars 1935, au métis Nicolas Félix, du cours supérieur de Lomé.

15 novembre 1935. — Sont accordées, à compter du 1^{er} septembre 1935 et dans les conditions fixées par

l'arrêté du 26 novembre 1934, des allocations aux jeunes métis désignés ci-après :

Cercle de Lomé :

(internat des Sœurs à Lomé)

LAWSON Madeleine, (8 ans) 1 f., 50 par jour.

ADJOA Francisca, (6 ans) 1 f., 00 par jour.

ASARA Thérésia, (5 ans) 1 f., 00 par jour.

Madame Marie HICHTLE, en religion, Sœur Gallican, est désignée pour percevoir le montant de ces allocations.

ARACHIDES

(vente des)

Par décision du :

14 novembre 1935. — Est reportée jusqu'au 30 novembre 1935 inclus l'interdiction de la vente des arachides dans les localités du cercle du nord où cette interdiction avait été précédemment fixée jusqu'au 14 novembre 1935 inclus par la décision n° 134 du 16 octobre 1935.

CHEF DE CANTON

(nomination d'un)

Par arrêté du :

20 novembre 1935. — Le nommé AZOUMARO, est nommé chef du canton de Lassa (subdivision de Lama-Kara, cercle du nord), en remplacement de WALA, décédé.

COMMISSIONS.

Par décisions des :

7 novembre 1935. — Une commission composée de :

M.M. CROS, chef du service de l'enseignement *Président*

MILLELIRI, adjoint des services civils
SIRO, directeur du centre scolaire de Lomé

THOMAS, directeur du centre scolaire d'Atakpamé

COMBES, directeur des écoles officielles d'Anécho

BEUTER, instituteur en service à Anécho

M^{mes}. SIRO, directrice de l'école européenne de Lomé

PATANCHON, directrice de l'école ménagère de Lomé

M.M. le R. P. LINGENHEIM, directeur des écoles de la mission catholique
le Pasteur CARRIERE, directeur des écoles de la mission protestante évangélique

D'ALMEIDA Alexandre, inst. adj. cadre secondaire A. O. F. Lomé

JOHNSON Romuald, inst. adj. cadre sec. A. O. F. Lomé

AKOUÉTÉ Paulin, inst. adj. en service aux bureaux de l'inspection à Porto-Novo

DE ROUX, chef du service de l'éducation physique & des sports

DÉSIRÉ, instructeur d'éduc. physique

se réunira le 18 novembre 1935 à Lomé (école de la route d'Anécho) à 7 heures du matin, pour surveiller

et corriger les épreuves de l'examen du certificat d'études primaires.

12 novembre 1935. — Sont désignés comme membres des commissions de classification des patentes et licences pour l'année 1936 :

Cercle de Lomé :

M.M. BARETTE, agent de la C^{ie} F. A. O.

CURTAT, agent de la S. G. G. G.

Sylvano OLYMPIO, agent de la U. A. C.

Cercle d'Anécho :

M.M. Fred KOUMAKO MENSAH, commerçant à Anécho

Raphaël SODATONOU, agent de la firme U. A. C. à Anécho

André LAWSON, employé de commerce à Anécho.

Cercle du centre

Subdivision d'Atakpamé :

M.M. RODIER, directeur de la S. O. C. A. F. A.

VAN LARE, agent de la U. A. C.

Michel SEGLA, boutiquier de la S. G. G. G.

Subdivision de Palimé :

M.M. CURTAT Paul, commerçant

TOSELLI, agent de la S. C. O. A.

DAGBOVI, agent de la U. A. C.

14 novembre 1935. — La commission prévue à l'article 5 de l'arrêté du 30 octobre 1934 pour donner son avis dans la fixation des tarifs de l'indemnité de zone, est fixée comme suit :

M.M. MAHOUX, administrateur en chef des colonies

Président

SANSON, chef du bureau des finances

MILLELIRI, chargé du personnel auprès de l'administrateur supérieur

ALIBERT, représentant des fonctionnaires des cadres généraux

TAVERA, représentant des fonctionnaires des cadres locaux européens

Dossou Augustin, représentant des fonctionnaires des cadres locaux indigènes.

Membres

La commission qui se réunira sur la convocation de son président dressera procès-verbal de ses travaux.

EDUCATION PHYSIQUE

Par décision du :

15 novembre 1935. — Les maîtres dont les noms suivent assisteront au stage de perfectionnement d'éducation physique qui aura lieu à Lomé, du 9 décembre 1935 au 9 janvier 1936 :

1^o ENSEIGNEMENT OFFICIEL

Cercle du sud :

D'ALMEIDA Alexandre

KOUÉVI Justin

AJAVON Henri

AMAH Moorhouse

TOCOU Michel

WILSON Jean Edouard

KOUANVIE Laurent

ANKRAH David

BANDEIRA James

Subdivision d'Anécho :

RANDOLPH Léopold

MENSAH Joseph

BONIN François

Bocco Eusèbe

AFOUTOU Maxime

AYIH Frédéric

Cercle du centre :

AYIVI Abraham	BLIVI Jules
DAGBA Victor	KOUASSI Daniel

Subdivision de Palimé :

KUADJOVIE Salomon	VIGNON Paul
SAMUEL Abraham	LAWSON Pierre
TETTEKPOE Léopold	

Cercle du nord :

TEKOUÉ Alexandre	JOHNSON Denis
MOREIRA Benoît	MENSAH Kouévi
VIANOU Benjamin	

Subdivision de Sansanné-Mango :

AMEGANVI Louis	JOHNSON David
DIOGO Christophe	

II. ENSEIGNEMENT PRIVÉ

MISSION CATHOLIQUE.

Cercle du sud :

AYEBOUA Lazare	MENSAH Théophile
MEVNSAN Fabien	ATIKPO Augustin
AGBEMEGNAN Jean	ANANOU André
ABOUDOU Alexandre	AHOLOU Gabriel
KOUDOU Emmanuel	CODJO Grégoire
KPOTGBEY Arnold	

Subdivision d'Anécho :

LACLE Pierre	AFFO Sébastien
GBEMAKPO Théophile	CODJO Louis
EKLOU François	AYITE Michel
AMEGAN Simon	

Cercle du centre :

AMADOU Edouard	SOGA Simon
ECOUÉ Jérôme	AMOUZOU Gabriel

Subdivision de Palimé :

OGLLOO Pierre	AMOUZOGAN Cyprien
---------------	-------------------

III. ENSEIGNEMENT PRIVÉ

MISSION PROTESTANTE.

Cercle du sud :

AYEE Jacques	ECOUÉ AYAYIVI
ATIGAN Christian	NOUTSOUGAN KOAMI
WETI Théophile	ZIGAN Alexandre

Subdivision d'Anécho :

GBENADO Georges	AKUETE John
-----------------	-------------

Cercle du centre :

KPOTUFE Vincent	
-----------------	--

Subdivision de Palimé :

BANSAN Hilaire	AYIVI Benjamin
ADJOYI Constantin	AWUTE Gidéon

M. CAPELIER, instituteur de 6^e classe et le sergent-chef DÉSIRÉ, des forces de police seront adjoints au chef du service de l'éducation physique et des sports, directeur du stage.

OBSERVATION SANITAIRE

Par arrêté du :

7 novembre 1935. — Les voyageurs en provenance du Soudan entrant au Togo seront mis sous le régime de passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Pour les passagers européens et assimilés ainsi que pour les indigènes notables, visite sanitaire quotidienne pendant six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans une formation sanitaire soit à domicile.

Les passagers indigènes et autres que ceux cités ci-dessus subiront, avant de poursuivre leur voyage dans le Territoire, une mise en observation sanitaire de six jours par les soins du médecin de la circonscription sanitaire d'accès dans le Territoire.

La désinsectisation des marchandises ou des bagages de tous voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

DEVALORISATION DE PIÈCES AUTOMOBILES DE RECHANGE

Par arrêté du :

9 novembre 1935. — Pris en conseil d'administration. — Les pièces automobiles de rechange *Latil* et *Delaunay* en stock au magasin des approvisionnements généraux, sont dévalorisées de 50 pour cent.

SECOURS ET SUBVENTIONS

Par arrêté du :

9 novembre 1935 — Pris en conseil d'administration. — Sont renouvelés pour une période de trois ans les secours provisoires accordés par les arrêtés, du 31 décembre 1932 et 22 février 1933.

1^{er} — A compter du 1^{er} juillet 1935 :

Trois cent soixante francs (360 frs.) par an à l'ex-serre frein des travaux neufs, Idrissou, amputé de la jambe droite à la suite d'un accident survenu le 14 juin 1932.

2^e — A compter du 1^{er} janvier 1936 :

Trois cent soixante francs (360 frs.) par an à l'ex-manœuvre des travaux neufs CHAMIE KALAHOU, amputé de la jambe gauche à la suite d'un accident survenu le 24 novembre 1932.

Trois cent soixante francs (360 frs.) par an à l'ex-manœuvre des travaux neufs TASSOU KATAHAN, amputé de la jambe gauche à la suite d'un accident survenu le 13 décembre 1932.

Ces secours annuels pourront être renouvelés à l'expiration des périodes sus-indiqués et sont susceptibles de révision.

Ils sont payables par quart et d'avance au premier jour de chaque trimestre.

Par décisions des :

7 novembre 1935. — Une subvention de huit mille (8.000) francs, est accordée à l'école professionnelle de la mission catholique de Lomé.

16 novembre 1935. — Il est accordé à l'association de propagande « Colonies-France », 90 rue de Rennes, à Paris, une subvention de mille francs.

SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE

Par décision du :

4 novembre 1935. — Sont allouées pour l'exercice 1935 :

1^{er} — Une indemnité annuelle de trois cents francs (300 frs.00) à M. DAGRON, ingénieur agronome, secré-

taire-comptable de la section de Nuatja de la société de prévoyance du cercle du centre.

2° — Une indemnité annuelle de trois cents francs (300 frs.00) à M. LAUQUE, adjoint principal des services civils, secrétaire-comptable des sections d'Atakpamé, de l'Akposso, et Akébou, de Kpéssi et de l'Adélé-Blita.

DOMAINES

Par arrêtés des :

9 novembre 1935. — Pris en conseil d'administration : — Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Séverin KANGNI, forgeron, demeurant à Lomé, le terrain domanial de la surface de six ares dix-huit centiares, situé à Lomé, immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé, sous le n° 71 et dont la concession provisoire avait été accordée audit sieur Séverin KANGNI, par arrêté du 17 juillet 1924.

Le lot n° 59 du lotissement de « Ahanoukopé » à Lomé, est attribué définitivement en toute propriété au sieur Michel A. FOLLV, commis d'administration en service aux travaux publics à Lomé, aux charges et conditions stipulées dans le cahier spécial à ce lotissement et moyennant le prix de six cents francs payable dans le délai d'une année à compter de la date du présent arrêté.

Est et demeure annulé l'arrêté n° 425 du 19 septembre 1935, portant attribution provisoire au sieur Moses KRAUSS, commerçant, domicilié et demeurant à Lomé, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares vingt-sept centiares, sis à Lomé, constituant le lot n° 7 immatriculé avec plus grande étendue sous le n° 511 du cercle de Lomé.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Paul Dossou, employé de commerce à Palimé, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares vingt-sept centiares, sis à Lomé, (cercle du sud), constituant le lot n° 7 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé volume III n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de six mille deux cent soixante quinze francs.

Par décision du :

2 novembre 1935. — Une commission composée de :
M.M. le commandant de cercle du sud à Lomé, ou son délégué. *Président*

Un agent des travaux publics, représentant de l'administration,
Félicio Marcellin DE SOUZA, à Lomé, } *Membres*
Assad Michel NAZZAR, à Lomé,

se réunira à Lomé sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par le sieur NAZZAR Assad Michel.

Avis de bornage

Le lundi 30 décembre 1935 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 5, commune mixte de Lomé, (cercle du sud) consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 7 ares 90 centiares, et borné au nord par terrain à Daniel Akakpovi, à l'est par la rue d'Amutivé, au sud

par la rue d'Alsace-Lorraine, à l'ouest par terrain à Bruce Abevi et Sam Deleagbenu, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Robert Domingo Baeta pasteur-protestant demeurant à Lomé; agissant comme co-proprétaire et comme administrateur des biens laissés par son père feu John Goncalves Baeta et au nom des autres co-proprétaires, suivant réquisition du 7 octobre 1935, n° 981.

Le lundi 30 décembre 1935 à dix heures, il sera précédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, commune mixte de Lomé, (cercle du sud), consistant en un terrain urbain, en partie bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, portant une construction en briques cuites, couvertes en tôles à seul rez-de-chaussée, à l'usage d'habitation, d'une contenance de 3 ares 94 centiares, et borné au nord par la rue Champagne, à l'est par terrain à Lucas Senayah, au sud par terrain à Alfred Acolatsé, à l'ouest par terrain aux héritiers Théodor Assah; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bopifatio Amenu, profession d'horloger, demeurant à Accra, (Gold-Coast) domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 19 octobre 1935, n° 982.

Le lundi 30 décembre 1935 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, commune mixte de Lomé, cercle du sud, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 20 ares 02 centiares, et borné au nord par la rue de Verdun, à l'est par terrain aux héritiers Patrick Seddoh et terrain à Faye Sewo, au sud par la route de Bè, à l'ouest par terrain à Adjamgba, Adama, Stanislaus Adotévi; dont l'immatriculation a été demandée par 1° — le sieur Ambroise Samuel Ahyee, sans profession demeurant et domicilié à Lomé, célibataire, 2° — le sieur Samuel Ahyee, commerçant demeurant et domicilié à Lomé; le premier en qualité de co-proprétaire, le second en qualité de tuteur légal de ses enfants, encore mineurs, également co-proprétaires, savoir : Martine, Maria et Veronique Ahyee suivant réquisition du 19 octobre 1935, n° 983.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEVROTTE.

AVIS

de vente aux enchères publiques

Il sera procédé le samedi 15 février 1936 à 10 heures du matin, en la salle des audiences de la mairie de Lomé, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur d'un petit terrain domanial de la surface totale de 2 ares 80 centiares ayant accès sur les anciennes route de Bè et rue Nachtigal, situé à Lomé et immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé sous le n° 676.

Mise à prix :

Deux mille francs.

Le prix principal et les frais accessoires seront payables à la caisse du receveur des domaines à Lomé dans

les huit jours qui suivront la notification de l'adjudication.

Les personnes désireuses de prendre part à l'adjudication devront obligatoirement en aviser, par lettre, M. l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé dans un délai de deux mois à compter du jour où paraîtra le journal officiel portant insertion du présent avis.

Pour communication du cahier des charges, consultation des plans et tous renseignements, s'adresser au bureau des domaines à Lomé.

Lomé, le 25 novembre 1935

Le receveur des domaines,
PEYROTTE

AVIS AUX IMPORTATEURS

Un décret du 7 novembre 1935, applicable au Territoire, rend obligatoire, à compter du 9 novembre, la déclaration à l'office de compensation de la chambre de commerce de Paris de toute importation de marchandises italiennes en France, colonies et territoires sous mandat.

Les importateurs de marchandises italiennes qui, à dater du 9 novembre, seraient redevables de tout ou partie du prix de ces marchandises devront, dans un délai de 8 jours, en faire la déclaration à l'office de compensation avec indication de la date d'échéance.

Les paiements afférents à ces importations devront obligatoirement être effectués audit office.

Les importateurs contrevenant aux prescriptions ci-dessus seront poursuivis conformément aux lois douanières.

Pour les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français, les correspondants de l'office de compensation de la chambre de commerce de Paris sont les mêmes que ceux de l'office franco-allemand pour les paiements commerciaux.

Ces correspondants reçoivent les déclarations ; les paiements sont obligatoirement effectués entre leurs mains.

AVIS AUX NAVIGATEURS

N° 100 — Les navigateurs fréquentant la rade d'Accra (Gold Coast) sont avisés que l'épave du « Nembé » a été replacée dans la position suivante :

Flèche de l'église de la Trinité : 332° 54' 46"

Phare 296° 15' 01"

Drapeau de château 37° 50' 35".

CONSEIL

DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF DU DAHOMEY ET DU TOGO

Audience du cinq novembre mil neuf cent trente-cinq ;

Au nom du Peuple français ;

Le conseil du contentieux administratif ;

Vu les décrets des 5 août 1881 et 7 décembre 1881 complétés par celui du 4 décembre 1920 ;

Vu le décret du 23 novembre 1934, supprimant le conseil du contentieux administratif du Togo, en étendant la compétence du conseil du contentieux administratif du Dahomey, aux affaires du territoire du Togo ;

Vu la requête en date du 19 mai 1935 du sieur PETIT, ex-agent contractuel des travaux publics, dans le territoire sous mandat du Togo.

Où le conseiller rapporteur ;

Où le représentant de l'administration ;

Constaté l'absence du sieur PETIT et de son mandataire dûment convoqué par lettre recommandée, en date du 26 octobre 1935.

Où le commissaire de gouvernement en ses conclusions ;

EN LA FORME :

Vu que la requête de l'intéressé est parvenue au secrétariat dans les délais réglementaires et qu'elle contient les énonciations indispensables.

Etant donné que l'élection de domicile non formellement indiquée ne constitue pas un motif d'irrécevabilité puisqu'il s'agit d'une facilité accordée au requérant pour recevoir toutes les notifications utiles et éviter qu'il puisse se prévaloir de leur non réception.

Etant donné également que si certaines copies ne sont certifiées conformes leur authenticité n'a pas été discutée par le représentant de l'administration du Togo, et que d'autre part, l'attention du requérant n'a pas été attirée sur ce fait par le secrétaire-archiviste.

Déclare la requête recevable en la forme.

AU FOND :

Considérant que conformément aux termes formels de l'article 6 du contrat intervenu le 10 avril 1932 entre le Commissaire de la République au Togo et PETIT un congé n'est accordé audit PETIT qu'à l'expiration de son contrat, et qu'en conséquence ce congé ne peut être considéré comme une prolongation du contrat.

Considérant que l'avenant en date du 25 octobre 1933 déclare :

« est prolongé pour une durée de deux mois — du 2 avril au 2 juin 1934, le contrat intervenu le 10 avril 1932 entre le Commissaire de la République au Togo et M. PETIT ».

qu'il est donc nettement établi par cet acte que la date d'expiration du contrat est celle du 2 juin 1934.

Attendu que PETIT, agent contractuel du territoire du Togo, licencié pour suppression d'emploi, demande qu'il lui soit accordé une indemnité de préavis de trois mois prévue par l'article 8 de son contrat.

Attendu que la notification de son licenciement faite à PETIT le 18 mai 1934 n'observe pas le délai de trois mois prescrit par l'article 8 de la convention du 10 avril 1932, délai qui court pendant le séjour de l'intéressé dans le territoire du Togo.

Qu'il s'ensuit que PETIT peut prétendre à une indemnité de préavis correspondant à trois mois de solde coloniale soit francs quatre mille multipliés par trois égale douze mille francs.

Mais considérant qu'il a déjà touché cette solde du 18 mai au 11 juin 1934 ainsi que l'atteste un avenant du 6 juin 1934.

Qu'il y a lieu de retrancher les sommes ainsi perçues soit : trois mille huit cent trente-trois francs trente-deux de l'indemnité susvisée :

PAR CES MOTIFS :

Condamne le territoire du Togo à payer à PETIT à titre d'indemnité de préavis la somme de 12.000 —

3.833,32 = huit mille cent soixante-six francs soixante-huit centimes.

Condamne le territoire du Togo aux dépens.

Ainsi décidé et prononcé publiquement le cinq novembre mil neuf cent trente-cinq en la salle d'audience du tribunal de 1^{re} instance de Cotonou où siégeaient :

M. M. DE GENTILE, secrétaire général p. i.	<i>Président</i>
LEVY, chef p. i. du service des travaux publics,	} <i>Membres</i>
PEQUIER, intendant militaire,	
PIÉTRI, procureur de la République,	
THIZY, inspecteur des affaires administratives ad-hoc.	

M. NOTET occupant le siège du commissaire de gouvernement et M. DESORTES celui du secrétaire-archiviste :

Et ont signé :

Le Président Le rapporteur Le secrétaire-archiviste
DE GENTILE PIÉTRI DESORTES

La République mande et ordonne au Commissaire

de la République en ce qui le concerne, à tous huis-siers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun entre les parties, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

AVIS AU PUBLIC

La liste des électeurs à la chambre de commerce de Lomé établie en vue du renouvellement, en 1936, de l'assemblée consulaire, est déposée à la mairie de Lomé où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance pendant quinze jours.

Les réclamations à fin d'inscription ou de radiation seront consignées par les réclamants ou leurs mandataires sur un registre spécial qui sera mis à leur disposition à cet effet.

Lomé, le 30 novembre 1935.

L'administrateur en chef des colonies,
Administrateur-maire de Lomé,

MAHOUX.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 30 JUIN 1935

ACTIF

Actionnaires	11.250.000,00						
Caisse, Banque de France & C. N. E. P.	62.681.865,46						
Garantie de la circulation	<table> <tr> <td>Bons Défense Nationale</td><td>181.470.000,00</td></tr> <tr> <td>Dépôt au Trésor Public</td><td>1.000.000,00</td></tr> <tr> <td>Disponibilités à l'Etranger</td><td>3.836.162,17</td></tr> </table>	Bons Défense Nationale	181.470.000,00	Dépôt au Trésor Public	1.000.000,00	Disponibilités à l'Etranger	3.836.162,17
Bons Défense Nationale	181.470.000,00						
Dépôt au Trésor Public	1.000.000,00						
Disponibilités à l'Etranger	3.836.162,17						
Portefeuille	361.808.627,50						
Portefeuille couvert par la loi du 12 avril 1932	76.252.533,65						
Avances couvertes par des Garanties spéciales	28.870.835,57						
Participations financières	1.256.897,88						
Avances sans intérêts aux Colonies	10.000.000,00						
Avances contractuelles aux Colonies	49.638.691,29						
Comptes-courants & débiteurs divers	12.083.008,42						
Immeubles	12.496.087,89						
Matériel & mobilier	834.934,12						
Comptes d'ordre & divers	3.000.952,73						
	Frs. : 816.480.596,68						

PASSIF

Capital	50.000.000,00						
Réserves	<table> <tr> <td>Fonds de prévoyance statutaire</td><td>17.500.000,00</td></tr> <tr> <td>Réserve statutaire</td><td>1.219.473,57</td></tr> <tr> <td>— supplémentaire</td><td>2.438.947,17</td></tr> </table>	Fonds de prévoyance statutaire	17.500.000,00	Réserve statutaire	1.219.473,57	— supplémentaire	2.438.947,17
Fonds de prévoyance statutaire	17.500.000,00						
Réserve statutaire	1.219.473,57						
— supplémentaire	2.438.947,17						
Provision pour remboursement de Billets Adirés	55.000.000,00						
Billets au porteur en circulation	378.374.330,00						
Effets à payer	11.115.806,98						
Comptes-courants & créditeurs divers	139.764.148,68						
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (1/ compte-courant)	86.716.548,06						
Dividendes à payer	98.365,41						
Clients & correspondants (1/ compte d'encaissement)	13.398.959,43						
Effets en nantissement	45.876.222,38						
Comptes d'ordre & divers	12.795.838,04						
Réescompte du portefeuille	414.323,67						
Profits et Pertes	<table> <tr> <td>Report des semestres antérieurs</td><td>1.288.740,47</td></tr> <tr> <td>Bénéfice net du semestre</td><td>478.892,82</td></tr> </table>	Report des semestres antérieurs	1.288.740,47	Bénéfice net du semestre	478.892,82		
Report des semestres antérieurs	1.288.740,47						
Bénéfice net du semestre	478.892,82						
	Frs. : 816.480.596,68						

AVIS DE PERTE DE TITRE FONCIER

2^e Avis

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière, il est donné avis de la perte de la copie du titre foncier numéro cinq cent quatre vingt (580) du cercle de Lomé, appartenant au sieur Urbain AMEGNIGAN, aide-médecin à Bassari, actuellement à Lomé.

MOYENS D'EXISTENCE LUCRATIFS

Sont assurés à encore quelques représentants sérieux par une importante firme étrangère. Aucune connaissance spéciale. Répondre en français, anglais ou allemand avec références à :

DORLAND — Case 600, Champs-Élysées 65,
PARIS

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANCON — France

ENTREPRISES

E. BOUQUEREAU & C^{ie}

Boîte Postale 106



DAKAR

VITTEL

VILLE DE SANTÉ DES COLONIAUX

DÉSINTOXICATION

des voies urinaires: **GRANDE SOURCE**

des voies biliaires: **SOURCE HÉPAR**

DANS LE CLIMAT FRAIS TONIQUE ET
RECONSTITUANT DES VOSGES
Toutes les distractions des Grandes Villes d'Eaux

SAISON DU 25 MAI AU 20 SEPTEMBRE

L'ALMANACH VERMOT EST PARU